



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Mission de contrôle technique nécessaire aux travaux d'aménagement  
au quatrième étage du bâtiment D du centre d'affaires AGORA1**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

***Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Direction interrégionale des douanes et des droits indirects Antilles-Guyane

***Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)***

M. le directeur interrégional des douanes

***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : **Lundi 22 septembre 2025 à 18h00(heure de Martinique)**

**MAPA-PI-DIDAG972-2025-01**

**ProcedurePassation = Mapa inf à 25000 euros**

## **PREAMBULE**

La présente consultation est régie par les dispositions du Code de la Commande Publique, y compris ses dispositions en matière de dématérialisation.

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement régit la consultation en vue de la désignation d'un contrôleur technique nécessaire aux travaux d'aménagement au quatrième étage du bâtiment D du centre d'affaires AGORA1

### **ARTICLE 2 - MODALITES DE LA CONSULTATION**

La procédure de passation est celle de la procédure adaptée prévue à l'article 2123-1 du code de la commande publique.

Il s'agit d'une consultation comportant une seule phase de réception des candidatures et des offres. Cette remise des offres pourra être suivie d'une phase de négociation.

### **ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

#### **Composition du dossier de consultation**

Il contient les documents suivants :

- le présent règlement de consultation ;
- la lettre de consultation valant acte d'engagement et ses annexes ;
- le dossier-programme de l'opération et ses annexes ;

#### **Modifications de détail du dossier de consultation**

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard *3 jours* avant la date limite de réception des offres. Cette disposition reste valable dans le cas où cette date serait reportée.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

#### **Retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est gratuit et obligatoirement téléchargeable sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence MAPA-PI-DIDAG972-2025-01

Lors du téléchargement du dossier de consultation, les candidats sont invités à enregistrer leurs coordonnées sur PLACE afin de pouvoir être informés d'éventuelles modifications apportées au dossier de consultation ou de réponses apportées à des questions posées par d'autres candidats, tous les échanges d'une consultation devant être dématérialisés.

### **ARTICLE 4 – PRESENTATION DES OFFRES**

#### **4.1 Date limite de réception des offres**

Les offres doivent parvenir sur le profil acheteur mentionné avant la date figurant sur la page 1 du présent règlement.

##### **1. Délai de validité des offres**

L'offre est valable dans le délai de 6 mois à compter de la date de remise des plis . La durée de validité des offres pourra être prorogée sur décision du pouvoir adjudicateur, après accord de l'ensemble des candidats admis à présenter une offre.

##### **2. Présentation des offres**

Les offres sont entièrement rédigées en langue française. Elles sont composées des pièces énumérées au tableau suivant :

LISTE	OBSERVATIONS
<b>DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE</b>	
<p>Une lettre de candidature suivant l'imprimé DC1 disponible sur <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> (ou équivalent) dûment complétée, datée et signée en original par une personne habilitée à engager le candidat et par chacun des membres du groupement le cas échéant.</p> <p>ou</p> <p>Document unique de marché européen (DUME) / Rubriques équivalentes disponibles sur <a href="https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/">https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/</a></p> <p>Ou <a href="https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr">https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr</a></p>	<p>En cas de groupement, la lettre de candidature doit impérativement permettre l'identification :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la composition du groupement, avec les coordonnées de chacun des membres du groupement,</li> <li>- du mandataire, avec le cas échéant son habilitation à signer l'offre du groupement,</li> <li>- de la nature du groupement.</li> </ul> <p><b>A défaut de ces mentions, le groupement ne pourra être considéré comme valablement constitué et la candidature sera rejetée.</b></p>
<p>Les renseignements exigés à l'article R.2143-3 et suivants du code de la commande publique suivant l'imprimé DC1 (ou équivalent).</p>	<p>Le candidat produit les documents et renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si le candidat est en redressement judiciaire, joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.</li> <li>- Une déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner à un marché public.</li> <li>- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.</li> </ul> <p><b>En cas de groupement, ces documents sont à produire pour chacun des membres.</b></p>
<p>Des renseignements permettant d'apprécier la capacité professionnelle, technique et financière du candidat – article 45 du code des marchés publics. Suivant l'imprimé DC2 disponible sur <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> (ou équivalent).</p>	<p>Le chiffre d'affaires global, ainsi que la part du chiffre d'affaires consacré aux travaux objet du marché, hors taxes, des trois derniers exercices disponibles.</p> <p>Liste de références pour des prestations réalisées au cours des 3 dernières années, en précisant l'opération, la nature et le montant des prestations, le maître de l'ouvrage (coordonnées) et les attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes délivrées par les maîtres d'œuvre. Certificats de qualifications professionnelles, dont la preuve peut être apportée par tout moyen.</p> <p>En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale.</p>
L'agrément ministériel de contrôleur technique de la construction (domaine couvert et période de validité).	
Attestation fiscale et sociale (URSSAF), et attestation de vigilance	
Les attestations d'assurances (responsabilités civile et décennale)	
Délégations de pouvoir des personnes habilitées à représenter l'entreprise.	A joindre obligatoirement lorsque le signataire des pièces du dossier est différent du représentant légal de l'entreprise.
<b>DOCUMENTS RELATIFS À L'OFFRE</b>	
Lettre de consultation valant AE (annexe comprise)	Toute offre non signée est considérée comme irrégulière

transmis par le pouvoir adjudicateur, dûment complété, daté et signé.	
Une fiche technique faisant ressortir l'organisation opérationnelle envisagée avec désignation de l'unité qui suivra l'opération et liste nominative des différentes catégories de personnels techniques avec CV et références.	
Relevé d'identité bancaire, ou équivalent, dont l'intitulé doit correspondre exactement à la raison sociale figurant au marché et à la dénomination figurant au registre du commerce.	

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché en euros.

La lettre de consultation valant acte d'engagement (AE), qui constituent également des pièces intégrantes du marché, joints au dossier de consultation, ne peuvent en aucune façon être modifiés par les candidats.

### **3. Dépôt des offres**

Seules les offres déposées de manière dématérialisée sur la page de la consultation sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) sont acceptées. Toute offre papier, hormis copie de secours, sera déclarée irrecevable.

L'offre est transmise selon les modalités relatives à la dématérialisation décrites en annexe 1 du présent document.

## **ARTICLE 5 – EXAMEN DES CANDIDATURES**

Il sera procédé à l'examen des candidatures conformément à la législation en vigueur, et dans le respect des principes de la commande publique. Seules les offres émanant des candidatures jugées recevables seront examinées. Toute offre non signée est considérée comme irrégulière.

## **ARTICLE 6 - JUGEMENT DES OFFRES**

### **6.1 Critère de choix**

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération respective :

- valeur technique : 40 points
- prix : 60 %

### **6.2 Notation**

Chaque critère est affecté d'une note multipliée par le coefficient de pondération y afférent.

#### **6.1.1 Notation de la valeur technique de l'offre**

La valeur technique de l'offre, notée sur 40, sera appréciée au regard des éléments apportés dans la fiche technique.

CRITERES D'ANALYSE	Note maximale
Moyens humains : La présentation générale du candidat et de ses moyens, les compétences et les qualifications des membres de l'équipe (joindre les curriculum vitae détaillés)	15
Moyens matériels notamment logiciels, informatiques, véhicules et autres	5
Relations avec le MOA (mise en place d'un interlocuteur dédié, horaires pour joindre l'équipe, réactivité du service clients, coordonnées, capacité à réagir / délais de réponses, adaptabilité...)	20
<b>TOTAL</b>	<b>40</b>

#### 6.2.2 Notation du prix des prestations

Pour le critère prix, une note sur 60 sera attribuée de la façon suivante :

**Note de l'offre jugée = (prix de l'offre la moins-disante / prix de l'offre jugée) X 60**

#### 11.1.1 Note finale

La note finale de l'offre sera obtenue en ajoutant la note acquise sur la valeur technique, à la note obtenue sur le prix des prestations.

### **ARTICLE 7 - NEGOCIATION**

La Direction interrégionale des Douanes Antilles-Guyane se réserve la possibilité de mener des négociations avec les soumissionnaires, en application de l'article R2123-5 du code de la commande publique. Le nombre des soumissionnaires invités à la négociation ne pourra être inférieur à deux, sauf si le nombre de soumissionnaires ayant présenté une offre est inférieur à ce nombre.

Si le pouvoir adjudicateur décide de recourir à une phase de négociation, il en avise par écrit les candidats admis et invite les participants à la négociation à adresser leur offre définitive par courrier.

La date d'émission de cet avis est la date d'ouverture des négociations.

### **ARTICLE 8 - ATTRIBUTION DU MARCHE**

Les offres seront classées de la meilleure à la moins bonne. En cas d'égalité entre les offres, le candidat ayant obtenu la meilleure note sur le critère prix sera classé en meilleure position.

L'offre ayant obtenu la note la plus élevée, au terme des négociations, le cas échéant, sera considérée comme économiquement la plus avantageuse.

Le soumissionnaire dont l'offre est retenue doit, s'il ne les a pas fournies lors du dépôt de son pli et après demande écrite de la Direction Interrégionale des Douanes Antilles-Guyane, transmettre les pièces mentionnées à l'article 4 du présent RC dans le délai imparti.

Si le soumissionnaire dont l'offre a été retenue ne peut produire ces pièces dans les temps, son offre est rejetée.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après sera alors sollicité par la Direction Interrégionale des Douanes Antilles-Guyane. Ce soumissionnaire sera soumis à la même obligation de produire ces pièces avant que le marché public ne lui soit attribué, ainsi qu'à l'obligation de signature des documents constitutifs du marché. Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsiste des offres classées.

Dès qu'elle a fait son choix sur les candidatures et sur les offres, la Direction Interrégionale des Douanes Antilles-Guyane avise les candidats non retenus dans les conditions définies aux articles R2181-1, R2181-3 et R2181-4 du Code de la commande publique.

### **ARTICLE 9 - TRIBUNAL COMPETENT**

Conformément à la réglementation en vigueur, outre les recours généraux qui peuvent être exercés devant les juridictions administratives, les candidats évincés peuvent exercer les recours suivants :

- un référé précontractuel, avant la conclusion du contrat,
- un référé contractuel, après la conclusion du contrat dans un délai d'un mois à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou après la conclusion du contrat, dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat,
- un recours en contestation de la validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la date de signature du contrat.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent auprès duquel de plus amples renseignements peuvent être demandés est le: Tribunal administratif de la Martinique

12 rue du Citronnier - Plateau Fofo - CS 17103

97271 Schoelcher Cedex

Téléphone : 05 96 71 66 67

Télécopie : 05 96 63 10 08

Courriel : [greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr](mailto:greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr)

#### ANNEXE N° 1 : RELATIVE AUX MODALITES DE LA CONSULTATION DEMATERIALISEE

La présente consultation est soumise aux règles relatives à la dématérialisation des consultations telles que consolidées dans le code de la commande publique.

Dans les pages suivantes, nous faisons référence à la place de marchés interministérielle accessible à l'adresse : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les soumissionnaires auront la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le dossier de consultation des entreprises, poser des questions à son propos, déposer leur offre et être tenus informés des rejets éventuels.

Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponible sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) pour toute action sur ledit site. Un manuel d'utilisation y est également disponible afin de faciliter le maniement de la plate-forme.

#### **Signature électronique**

En application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

au certificat de signature électronique;

à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

Chaque document à signer doit être signé individuellement. Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électroniques peuvent être obtenus :

- Sur la **Plateforme des achats de l'Etat (PLACE)**, et notamment dans le guide d'utilisation- utilisateur entreprise ;
- dans le **guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public** (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

#### **Certificat de Signature électronique**

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)
- 1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS. Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS).

Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>)

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

- 2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

#### **Exigences relatives à l'outil de signature.**

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature. S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

## **ARTICLE 10 - TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

### **Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure**

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique

59, boulevard Vincent Auriol

75 703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'État

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'État,

Représentée par le Directeur des achats de l'État

Coordonnées du délégué à la protection des données :

[le-delegate-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr](mailto:le-delegate-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr)

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires :

Les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation :

Ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données.

L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.